

Contre le racisme, l'extrême droite et les violences d'État : mobilisons-nous !

Depuis plusieurs années, les discours et les politiques racistes se banalisent en France. Qu'il s'agisse de la négrophobie, de l'antisémitisme, de l'antiziganisme, du racisme anti-asiatique ou de l'islamophobie, les logiques de haine et de discrimination se multiplient. Les lois et dispositifs qui visent les personnes étrangères, les personnes musulmanes ou perçues comme telles, ainsi que les habitant·es des quartiers populaires, s'intensifient dans un climat de stigmatisation croissante. Dans le même temps, les politiques migratoires toujours plus répressives produisent précarité, drames et morts, tandis que les violences policières continuent de faire des victimes.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard. En reprenant des thèmes et des mesures portés depuis longtemps par l'extrême droite, les gouvernements successifs contribuent à banaliser ses idées et à lui ouvrir un espace politique toujours plus large. La présence et les agissements de groupes fascistes dans l'espace public en sont une conséquence directe.

Pour Solidaires, ces logiques de stigmatisation et de division sont incompatibles avec l'égalité et la solidarité que nous défendons. Dans le monde du travail comme dans l'ensemble de la société, le racisme, sous toutes ses formes, est un outil pour diviser les travailleur·euses et affaiblir les solidarités.

Nous réaffirmons l'exigence de l'égalité des droits pour toutes et tous et la nécessité de combattre sans relâche tous les actes et discours de haine : régularisation des sans-papiers, accès effectif aux droits sociaux, fin des contrôles au faciès et des violences policières, fermeture des centres de rétention administrative et abandon des politiques qui criminalisent les personnes migrantes.

L'Union syndicale Solidaires appelle à participer aux manifestations et rassemblements organisés samedi 14 mars à Paris (14h, place de la Nation) et partout en France pour dire non au racisme, à l'extrême droite et aux violences d'État.

Face aux politiques de division, opposons la solidarité et les mobilisations collectives.

Toutes et tous mobilisé·es le 14 mars.